

Questions orales

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, cette série de questions me surprend étant donné que les dispositions de rétroparticipation ont été imposées unilatéralement par le gouvernement libéral sans qu'on touche un mot à la Nouvelle-Écosse, ni à l'Alberta ni à un autre province.

Des voix: Bravo!

L'OBJECTIF EN MATIÈRE DE CANADIANISATION

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Puis-je rappeler à la ministre que si ce changement est apporté sans le consentement de la Nouvelle-Écosse, cela reviendra à abroger unilatéralement l'accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières. Je signale à la ministre que le premier ministre a déclaré dans son exposé que le programme énergétique national n'avait pas atteint son objectif en matière de canadianisation, ce qui est faux parce que...

M. le Président: Le député a-t-il une question supplémentaire?

M. MacLellan: Je voudrais demander à la ministre comment son gouvernement peut prétendre que l'objectif du PEN, à savoir un taux de participation canadienne de 50 p. 100, n'a pas été atteint alors que nous ne sommes pas encore en 1990? Nous sommes en avance sur le programme prévu. Si le gouvernement ouvre les vannes du pays à des étrangers, comment parviendrons-nous jamais à canadianiser ce secteur?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur le Président.

LA MISE EN VALEUR DES CHAMPS PÉTROLIFÈRES HIBERNIA

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La ministre n'ignore pas qu'un élément clé de la proposition de Terre-Neuve pour le développement de Hibernia était le rattrapage économique, et que le moyen d'y parvenir était la disposition de rétroparticipation. Lors de sa récente visite à Terre-Neuve, la ministre a-t-elle parlé de l'élimination de la clause de rétroparticipation avec le gouvernement de Terre-Neuve? Ce dernier a-t-il accepté?

● (1420)

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député oublie délibérément de rappeler que la rétroparticipation, proposée par le gouvernement libéral, n'était qu'une confiscation pure et simple. C'est le genre de politique que nous n'avons jamais considérée comme une politique canadienne. Étant donné l'Accord atlantique, actuellement négocié en détail avec le gouvernement de Terre-Neuve, nous cédon à Terre-Neuve une grande partie de la gestion des ressources maritimes et le même genre de régime de partage des recettes que les autres provinces. Ils n'ont pas besoin de la rétroparticipation. Ce que je veux dire c'est que si nous lui donnons tout, il n'a pas besoin de la rétroparticipation.

LES NÉGOCIATIONS AVEC TERRE-NEUVE

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, la disposition de rétroparticipation n'était certainement pas unilatérale. En fait, le premier ministre Peckford a demandé non pas 25 p. 100, mais 40 p. 100. Comment la ministre peut-elle exclure l'élément clé de la politique de Terre-Neuve et négocier tout de même un accord qui soit dans l'intérêt de cette province? Comment peut-elle avoir une crédibilité quelconque maintenant, dans ces négociations?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, puis-je faire remarquer que le gouvernement libéral n'avait jamais rien conclu avec Terre-Neuve, que ce soit sur la rétroparticipation ou autre chose? Il n'y avait pas d'accord du tout. Qu'il me suffise de faire remarquer que le premier ministre Peckford a signé l'accord de principe, qui a également été signé par le chef de l'opposition de l'époque; son gouvernement est maintenant heureux de négocier avec nous un arrangement qui sera l'événement le plus important qui se soit jamais produit à Terre-Neuve depuis son entrée dans la Confédération.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

LA SUPPRESSION ANNONCÉE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais saluer le premier ministre qui est de retour parmi nous. Il est allé...

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre!

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre!

M. Gauthier: Chantez «Danny Boy».

M. Axworthy: Pourquoi pas le «Star Spangled Banner»?

M. le Président: A l'ordre!

M. Broadbent: Le premier ministre est allé faire son numéro d'esbroufe devant le monde des affaires de New York. En fait...

M. Axworthy: Il a acheté le pont de Brooklyn.

M. Broadbent: ... il a invité les investisseurs américains à venir saigner à blanc le Canada. Il a fait mieux: il a offert de leur prêter main-forte.

Voici ce que je veux demander au premier ministre. L'un des buts de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, qu'elle a rempli avec succès, était de veiller à ce que les sociétés soumises à sa surveillance produisent plus d'emplois et augmentent leurs achats au Canada. Bref, elle devait faire en sorte que la présence des entreprises étrangères chez nous rapporte au Canada des avantages concrets et non pas seulement des bénéfices à leurs actionnaires. Pourquoi alors le gouvernement du Canada abolit-il cet organisme essentiel qui a défendu les intérêts du Canada?